



Le CtsD carte scolaire a été repoussé au vendredi 18 septembre à 9h

Une rentrée inacceptable : RASSEMBLONS-NOUS pour exiger l'annulation des fermetures et l'ouverture des classes demandées, un véritable plan d'urgence et de rattrapage pour le 94 !

**Jeudi 17 septembre à 17h30
devant l'IA à Créteil, veille du CtsD**

La rentrée 2020 s'est déroulée dans des conditions absolument désastreuses.

Ce n'était pas assez de devoir faire face à une crise sanitaire inédite avec les moyens du bord, sans consignes claires et avec un protocole minimaliste, ne garantissant la protection ni des personnels, ni des élèves, laissant chacun se débrouiller dans son coin...

En conséquence du refus du Ministre d'organiser un plan de recrutement massif d'enseignants, et de la décision prise, en plein confinement, par la précédente DASEN, de remettre en cause la garantie qu'un collègue nommé à titre définitif ne pouvait voir son poste fermé en juin ou en septembre, il a fallu faire face également à de nombreuses fermetures de classe décidées à la rentrée : collègues déplacés d'office en dehors de leur poste, effectifs surchargés, équipes chamboulées, structures à revoir, mépris pour le travail effectué par les collègues, l'énergie, le temps investi, le matériel acheté... Et enfin mépris pour les élèves que l'on changera de classe à la mi-septembre...

Cette rentrée, ce sont aussi des conditions d'attribution de postes chaotiques : erreurs dans la constitution de binômes d'EFS, berceaux d'EFS attribués au dernier moment, avec parfois injonctions aux équipes de changer l'attribution des classes pour éviter que ceux-celles-ci se retrouvent sur des CP, des CE1 ou des CM2, postes non pourvus dans les écoles, compléments de services non attribués...

**Quel mépris pour le travail des enseignant-es
et pour des milliers d'élèves qui retrouvent l'école après des mois !**

Alors que nous avons besoin de temps, de postes supplémentaires pour dédoubler des classes, faire du suivi individuel, de sérénité pour nous consacrer à des élèves fragilisés par l'interruption de l'école l'année dernière, les écoles se retrouvent à devoir batailler pour obtenir, là un-e enseignant-e, ici à courir derrière les parents en vue du comptage de rentrée pour éviter une fermeture... Sans parler des écoles dont les locaux sont inadaptés aux impératifs sanitaires ! C'est un fait, dans notre département, la rentrée 2020 est la pire rentrée que l'école ait connue depuis des décennies.

Aucun moyen octroyé par le Ministre pour le rattrapage des élèves !

Nous n'avons toujours pas obtenu la moindre réponse quant à notre exigence d'un plan d'urgence pour le Val-de-Marne, plan de rattrapage pour nos élèves, dont la situation actuelle révèle pourtant la nécessité ! Nous sommes bien loin, ne serait-ce que des promesses ministérielles affichées : où sont les 24 en GS et CP en zone banale dans notre département ?

Pire, en contradiction avec la loi, les élèves d'ULIS ne sont toujours pas comptabilisés dans les effectifs des écoles du Val-de-Marne ce qui conduit à renforcer les difficultés dans ces écoles sans prendre en compte les conséquences de l'inclusion.

Tout ce qui est mis à disposition des enseignant-es par le ministère, ce sont des évaluations nationales en CP-CE1 imposées aux équipes, basées sur des entraînements mécaniques, la répétition et l'automatisation ou des « outils de positionnement » sur les autres niveaux censés permettre de « définir l'impact du confinement sur le niveau scolaire de chaque élève ».

Des injonctions et aucun moyen spécifique, alors que certains enfants reprennent l'école après 6 mois d'interruption !

Inacceptable !

Pour sortir de cette situation, il faut :

- ***Accorder les ouvertures et les annulations de fermetures de classes*** demandées par les écoles
- ***Des mesures sanitaires protectrices pour tous les personnels***, réalisables dans toutes les écoles alors que notre département voit plus de 150 situations de COVID confirmées dans les établissements scolaires : masques adaptés, dépistage, protection des personnels à risque...
- ***Abroger la loi Dussopt*** mise en place cette année qui remet en cause le rôle des élus dans les attributions des postes, et qui impose une gestion aveugle aux intérêts des écoles, des élèves et des personnels ; nous exigeons le rétablissement de l'ensemble des prérogatives de contrôle des CAPD (mouvement, promotions...)
- ***Des moyens supplémentaires*** : nous réaffirmons notre exigence d'un plan d'urgence pour notre département, afin de prendre en compte les conséquences du confinement et permettant le dédoublement des classes, l'organisation de suivis personnalisés dans toutes les écoles, la création de postes RASED, d'UPEAA fixes et d'ULIS à hauteur des besoins afin de renforcer l'accompagnement des élèves les plus fragiles, l'embauche d'AESH, de personnels administratifs et d'infirmier-es scolaires.

Nous appelons l'ensemble des collègues et des écoles à se rassembler

Jeudi 17 septembre à 17h30

devant l'Inspection Académique de Créteil,

Veille du CTSD carte scolaire

(une demande d'audience a été transmise à la DSDEN)

